

## EU Non-Proliferation and Disarmament Consortium

*Promoting the European network of independent  
non-proliferation and disarmament think tanks*

La onzième Conférence de l'Union européenne  
sur la non-prolifération et le désarmement,  
14 et 15 novembre 2022

*Rapport abrégé de la conférence*

*Par*

*Manuel Herrera<sup>1</sup>*

La onzième conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement (EUNPDC) s'est tenue les 14 et 15 novembre 2022 dans un format hybride au SQUARE – Palais des congrès à Bruxelles (Belgique). La conférence était organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) au nom du [réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement](#). Elle a regroupé des experts en non-prolifération, en désarmement, en contrôle des armements et en armes conventionnelles issus d'organismes publics, de gouvernements, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile. Plus de 250 experts de plus de 50 pays (membres de l'UE, États associés et pays tiers) ont assisté en personne à la conférence.

Cette conférence est l'un des événements phares du réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Ce réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne pour soutenir la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre la prolifération d'armes de destruction massive](#). Le réseau, qui se concentre également sur la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](#), rassemble plus de 100 instituts de recherche, le tout coordonné par un consortium de six instituts : la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK/PRIF), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et le Vienna Center for Disarmament and NonProliferation (VCDNP).

Depuis 2012, cette conférence annuelle est l'une des réunions mondiales les plus importantes en matière de non-prolifération et de désarmement. Elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les mesures de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, ainsi qu'à relever les défis liés aux armes conventionnelles, y compris leur commerce illicite

---

<sup>1</sup> Le docteur Manuel Herrera est chercheur au sein du « Multilateralism and Global Governance Programme » (Programme Multilatéralisme et Gouvernance mondiale) de l'Istituto Affari Internazionali (IAI).

et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et leurs munitions. L'édition 2022 a abordé de nombreux sujets d'une importance capitale pour les travaux de l'UE, notamment du [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), ainsi que plusieurs questions urgentes relatives au contrôle des armements, à la non-prolifération et au désarmement.

Les participants ont été accueillis par Ettore Greco, vice-président directeur de l'Istituto Affari Internazionali, qui a amorcé son allocution en expliquant la mission générale du consortium et les progrès réalisés pour la consolidation d'un large réseau de groupes de réflexion européens travaillant sur la non-prolifération et le désarmement. Il a ensuite souligné que le consortium avait fourni un effort soutenu pour améliorer ses activités, notamment l'expansion et la diversification des activités éducatives, la prise en compte de nouveaux domaines d'expertise, le développement de sa stratégie de sensibilisation et de communication, et la mise en place de nouvelles initiatives pour stimuler la participation active des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Il a ensuite indiqué que la conférence de 2022 serait axée sur la guerre en Ukraine, avec une session plénière spécifiquement consacrée aux répercussions et aux perspectives de cette guerre. Il a indiqué que deux sessions plénières abordant les principales priorités du programme international de non-prolifération et de désarmement auraient également lieu. Enfin, il a également annoncé deux séries de sessions se déroulant en parallèle et abordant des sujets tels que les cyberattaques, la militarisation de l'espace, la biotechnologie, la prolifération des missiles et les armes létales autonomes.

Une allocution de M<sup>me</sup> Benedikta Von Seherr-Thoss, directrice générale de la Politique de sécurité et de défense commune et de la réaction aux crises du SEAE, a donné le coup d'envoi de la conférence. Elle a souligné que la sécurité européenne avait radicalement changé en un an et qu'une détérioration considérable et plus globale de l'environnement de sécurité international était survenue. Néanmoins, la Russie est, selon elle, le plus important facteur suscitant de l'inquiétude. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, a-t-elle noté, a entravé le travail de l'UE dans la plupart des forums de coopération multilatérale, tels que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle a ajouté que l'UE continuera à se pencher sur les questions urgentes liées aux ADM, c'est-à-dire les armes nucléaires, mais aussi les armes chimiques et biologiques. Elle a également mentionné la nécessité de faire face à la détérioration de la situation dans divers contextes régionaux et environnements de sécurité tels que le Moyen-Orient et l'Asie du Nord-Est. Enfin, elle a discuté des défis liés à la prolifération des armes conventionnelles dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Elle a terminé son allocution en faisant valoir que le rôle et l'engagement de l'UE sont essentiels pour relever tous ces défis.

Le reste de la conférence s'est articulé autour de quatre sessions plénières et de six sessions parallèles qui ont permis d'aborder divers sujets tels que l'avenir du contrôle des armements et de la sécurité internationale, les défis rencontrés par le régime du TNP, l'évolution des menaces liées aux armes biologiques, les menaces liées aux ADM au Moyen-Orient, les armes létales autonomes, la cybersécurité, le comportement responsable dans l'espace, la prolifération de la technologie des missiles, la guerre en Ukraine et la prolifération des armes, ainsi que la mise en œuvre du programme de non-prolifération et de désarmement de l'UE.

L'envoyée spéciale du SEAE pour la non-prolifération et le désarmement, M<sup>me</sup> Marjolijn van Deelen, a souligné le changement radical au sein de l'architecture de sécurité à l'échelle mondiale et européenne. Les régimes actuels de non-prolifération et de désarmement ont été très utiles dans le passé, puisqu'ils ont permis d'empêcher les courses aux armements déstabilisatrices et d'atténuer les

menaces liées aux ADM au cours des dernières décennies. Des catégories entières d'ADM ont été interdites et des mécanismes de contrôle robustes offrant un sentiment de stabilité ont été mis en place, aussi imparfaits soient-ils. Cependant, la réalité actuelle est différente ; nous assistons à un changement de paradigme, dans le domaine des ADM et dans d'autres domaines. Pratiquement tous les accords majeurs ont été remis en question ou violés. On considère que cela est dû à ce qu'on appelle dans le jargon diplomatique « *les tensions croissantes entre les grandes puissances et la détérioration de l'état de la sécurité internationale* ». Cela signifie en fait que certains États semblent vouloir déconstruire l'ordre de sécurité mondial dans l'espoir d'obtenir un certain avantage.

La secrétaire générale adjointe des Nations Unies et haute représentante pour les affaires de désarmement, M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, a convenu qu'une évolution visible vers un avenir plus turbulent et instable se faisait sentir. Le monde est de plus en plus divisé, a-t-elle indiqué, la méfiance remplace le dialogue et les relations entre les États dotés d'armes nucléaires se détériorent. Elle a mentionné cinq objectifs devant être poursuivis en priorité dans ce contexte : premièrement, consolider les normes mondiales contre l'utilisation et la possession d'armes de destruction massive ; deuxièmement, poursuivre les travaux visant l'élimination des armes chimiques ; troisièmement, activer de nouveaux instruments pour faire face à l'aggravation spectaculaire des menaces biologiques ; quatrièmement, poursuivre l'analyse du cyberspace et de l'espace extra-atmosphérique en tant que domaines potentiels de conflit ; et enfin, viser un résultat positif lors de la conférence d'examen du programme d'action sur les armes légères et de petit calibre. Elle a conclu son allocution en déclarant qu'il est nécessaire de travailler avec une multiplicité d'acteurs pour relever les défis actuels, et elle a ajouté que le caractère complémentaire de l'UE et du Bureau des Affaires et Désarmement des Nations Unies est fondé sur une conviction et un engagement mutuel en faveur d'une approche multilatérale du désarmement et de la non-prolifération.

La Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement de 2022 a également été marquée par les interventions clés de hauts responsables tels que M<sup>me</sup> Wendin D. Smith, directrice du Centre pour la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive (ADM) (ACDC) de l'OTAN ; M<sup>me</sup> Deepti Choubey, directrice de la gestion des connaissances et des ressources humaines, Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) ; M. Gustavo Zlauvinen, président désigné de la dixième Conférence d'examen du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) ; M. Jacek Bylica, chef de cabinet du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; M. Daniel Feakes, chef de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques au sein du Bureau des Affaires de Désarmement des Nations Unies ; M. Leonardo Bencini, président désigné de la neuvième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques (CAB) ; M. Stephan Klement, chef de la délégation auprès des organisations internationales à Vienne et représentant permanent de l'UE auprès des organisations des Nations Unies à Vienne, de l'AIEA et de l'OTICE ; Mme Beyza Unal, cheffe de la « Science, Technology and International Security Unit » (Unité Science, technologie et sécurité internationale) au Bureau des Affaires de Désarmement des Nations Unies ; Mme Seraina Frost, cheffe suppléante de la Politique de contrôle à l'exportation du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et présidente de la réunion des experts techniques du Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM) ; Mme Heike Gerstbrein, cheffe de la « Operations & Election Observation Unit » (Unité Opérations et observation des élections) de la Common Foreign and Security Policy Unit (CFSP) (Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)) ; M. Stefan Tressing, sous-chef de la « Division, Disarmament, Non-Proliferation and Arms Export Control » (Division Désarmement,

non-prolifération et contrôle des exportations d'armes) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), ainsi que des universitaires, des chercheurs et des représentants gouvernementaux de renom du monde entier.

La dernière session a été marquée par les allocutions de deux jeunes chercheurs : M<sup>me</sup> Emily Faux, mentorée lors de l'édition 2021 du « Young Women in Non-Proliferation and Disarmament Mentorship Programme » (Programme de mentorat des jeunes femmes dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement), et M. Tim Thies, chercheur au sein du projet « Arms Control and Emerging Technologies » (Contrôle des armements et technologies émergentes) du Institute for Peace Research and Security Policy de l'Université de Hambourg (IFSH) et conférencier lors de l'atelier « Next Generation » 2021. Tous deux ont fait valoir la nécessité de sensibiliser le public aux effets potentiellement destructeurs des armes nucléaires, d'impliquer les jeunes afin de promouvoir une nouvelle expertise en matière de contrôle des armements dans des domaines tels que la cybersécurité et l'IA, et une plus grande diversité générationnelle.

Lors de son discours de clôture, M<sup>me</sup> Sibylle Bauer, présidente du consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement et directrice des études sur l'armement et le désarmement au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), a souligné la nécessité d'être ouvert aux idées nouvelles et aux solutions non orthodoxes, et de sortir des sentiers battus. Elle a indiqué qu'au cours des cinq dernières années, la Conférence avait assuré qu'un équilibre entre les sexes en termes de présidents, d'orateurs et de participants. Elle a ajouté que plus d'optimisme était nécessaire lors de l'évaluation des développements dans le domaine de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement. Dans ce contexte, il est nécessaire de passer à la résolution de problèmes et de réfléchir plus amplement aux solutions concrètes qui pourraient être appliquées aux nouveaux défis. Elle a ensuite évoqué la nécessité, à l'ère de la désinformation et de la mésinformation, d'instaurer la confiance entre les personnes lors du partage et de la diffusion de données et d'autres sources d'information et d'analyse. À cet égard, elle a souligné l'importance de la recherche indépendante et du travail effectué par le réseau de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Elle a conclu son allocution en demandant l'intensification des efforts afin de mettre à profit une plus grande diversité de disciplines et d'approches dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement a de nouveau constitué un événement central pour un débat international sur l'avenir du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Elle a également réaffirmé l'engagement résolu de l'Union européenne en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles et a montré la sensibilisation accrue des responsables gouvernementaux, des universitaires et des membres la société civile de pays tiers face aux politiques de l'Union en matière de non-prolifération et de désarmement. De plus, le débat a exploré de nouveaux moyens d'améliorer les capacités dans des régions du monde disposant d'une expertise limitée dans la lutte contre les menaces provenant des ALPC, des ADM et de leurs vecteurs. Enfin, à l'instar des éditions précédentes, la conférence a permis de souligner le rôle des groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement, ainsi que les efforts déployés par le consortium de l'UE dans la promotion et la coordination de leurs travaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour regarder les vidéos de la conférence, veuillez consulter le site Web du consortium : [www.nonproliferation.eu](http://www.nonproliferation.eu)

